

[Texte]

that our tripartite is a 6% government program—3% from provincial and 3% from the federal—and that is all there is to the program. They do not understand that. They simply look at it this way: in 1989 you were getting \$38 a hog in one quarter and \$33 a hog in another quarter, and my goodness, you are getting 33% or 35% government money. They do not understand that. So I told them about the 6%, which they had never heard of, and then I related that to the preliminary study we have done in western Canada showing that in some years the Americans, on an indirect subsidy basis to the livestock producer, have gotten as much as 7.83%.

So perhaps we can start negotiating between the two countries and say, okay, you people have indirect subsidies, and we have direct subsidies; we show everything right up front—but on a level playing field, that is what the Free Trade Agreement was all about—then can we indeed come to some common understanding? I think that is where the negotiations have to go on. Unfortunately, I am grey already, and by the time some of this gets resolved I may have almost as little hair as you have, Dr. Foster.

Mr. Gustafson: I have a very general question, but I think it relates to the whole international food industry, especially coming after the Prime Minister's visit to Eastern Europe and Russia.

If you look around the world, there are empty shelves, and yet the Third World countries do not have the money to purchase the product. It is obvious to me that food is not a priority in the minds of many of our people around the world; i.e., countries or even political people. How do we deal with it? You have been in the food industry all of your life, and you certainly must have some ideas about how we deal with, first of all, our obligation as farmers—as I am, as you are. I think there is a certain amount of, should I say, responsibility—the fact that we produce a product that the world needs. Yet much of that world does not have the money or the wherewithal to purchase it. Coming to grips with that and food. . . everything else is a priority today. If you go in to buy an automobile, for instance, if you look at the price, compared to what the prices were in 1970, it is absolutely scary. How do we deal with that whole situation at the international level and as a country?

Mr. Vaggs: It is not an easy question to answer, as you well know. I guess I took the simple approach back in an international conference in Australia last year. I suggested that in the producing world a 2% surplus or 2% shortfall will basically create a market depression or a real rise in

[Traduction]

que ces paiements tripartites constituent un programme gouvernemental de 6 p. 100—3 p. 100 de la province et 3 p. 100 du fédéral—et c'est tout ce que comporte ce programme. Ils ne le comprennent pas. Tout ce qu'ils voient, c'est qu'en 1989, on obtenait 38\$ par porc au cours d'un trimestre et 33\$ au cours d'un autre trimestre, et qu'on nous donne 33 ou 35 p. 100 en subventions gouvernementales. Ils ne comprennent pas cela. Je leur ai donc parlé des 6 p. 100, dont ils n'avaient jamais entendu parler, et j'ai fait le rapport avec l'étude préliminaire qui a été réalisée dans l'Ouest du Canada et qui indique que certaines années, les Américains ont obtenu jusqu'à 7,83 p. 100 au titre de subventions indirectes accordées aux producteurs de bétail.

Il serait peut-être temps que les deux pays entament des négociations pour dire: vous obtenez des subventions indirectes, nous obtenons des subventions directes; nous disons tout franchement—mais il faut que tout le monde soit à égalité, c'est cela que voulait l'Accord de libre-échange—et peut-être sera-t-il possible alors de s'entendre. Je pense que c'est dans ce sens qu'il faudrait poursuivre les négociations. Malheureusement, j'ai déjà des cheveux gris et d'ici qu'on arrive à une solution, je n'aurai peut-être pas plus de cheveux que vous, monsieur Foster.

M. Gustafson: J'ai une question d'ordre très général à poser, mais je pense qu'elle porte sur l'ensemble de l'industrie alimentaire internationale et surtout qu'elle vient après la visite du Premier ministre en Europe de l'Est et en URSS.

Lorsqu'on regarde un peu partout dans le monde, il y a des étagères vides et cependant, le tiers-monde n'a pas l'argent nécessaire pour acheter des produits. Il m'apparaît clairement que la nourriture n'est pas une question prioritaire dans l'esprit de beaucoup de gens dans le monde entier, pour certains pays et même pour les hommes politiques. Comment régler ce problème? Vous avez été toute votre vie dans l'agroalimentaire et vous avez certainement une idée de notre obligation en tout premier lieu en tant qu'agriculteur—comme vous l'êtes et comme je le suis. Je crois que nous avons une certaine responsabilité puisque nous produisons une marchandise dont le monde a besoin. Or la plus grande partie du monde n'a ni l'argent ni les ressources nécessaires pour l'acheter. Il faut s'efforcer de résoudre ce problème et celui de l'alimentation. . . tout semble être aujourd'hui une priorité. Si vous allez acheter une voiture, par exemple, que vous regardez le prix et que vous le comparez au prix qui avait cours en 1970, vous en avez vraiment des frissons. Comment régler cette situation dans le monde et dans notre pays?

M. Vaggs: Comme vous le savez, il n'est pas facile de répondre à cette question. J'ai emprunté une approche, bien simple l'année dernière lors d'une conférence internationale en Australie. J'ai dit ceci: dans les pays producteurs, un excédent ou un déficit de 2 p. 100